

# RÉCHAUFFER LA BANQUISE

## Le bulletin pour tropicaliser la Gauche

---

• DECEMBRE 2004 • N U M E R O 30 •  
• LES P U B L I C A T I O N S D U C A C T U S •

---

## NON A L'EUROPE LIBERALE, POUR CONSTRUIRE L'EUROPE SOCIALE

### ❖ EDITO

Par Jean-Luc Gonneau

*La messe est dite au Parti Socialiste. Il y aura peut-être des vêpres. Après le net échec des partisans du non au projet de traité constitutionnel, certains de ceux-ci souhaitent continuer le combat. C'est le cas de Marc Dolez, de Gérard Filoche « en tant que syndicaliste et citoyen » à l'heure où nous écrivons ces lignes. Il y en aura d'autres. Un petit retour sur les résultats du référendum interne au Parti Socialiste semble indiquer qu'au bout de compte, l'apport du courant fabiusien aux courants minoritaires a été infime : ces courants représentaient déjà 40% au dernier congrès de Dijon. Il est possible que ces courants n'aient pas fait le plein sur cette question, malgré leur forte mobilisation, mais, tout de même, l'« appareil fabiusien » dont on louait tant l'efficacité a connu là un gros raté.*

*Il est trop tôt encore pour prendre en compte ce que feront les amis d'Emmanuel et Mélenchon. Vont-ils rentrer dans le rang, comme l'avait à l'avance annoncé Montebourg ? Ce serait étonnant. D'ailleurs, Jean-Luc Mélenchon a déjà indiqué qu'il ne ferait pas campagne pour le oui.*

*Pour notre part, l'épisode PS, qui eût pu être important, ne demeure qu'un épisode. L'épreuve de vérité aura lieu lors du « vrai » référendum. La seule question qui vaille, celle du refus d'une Europe livrée pieds et poings liés au libéralisme, c'est-à-dire aux mouvements financiers internationaux ou de son acceptation, sera alors tranchée. Et nos amis socialistes constateront bientôt que le référendum, comme presque toujours, sera instrumenté pour de tout autres causes. François Hollande a bien entendu, il n'est pas bête à ce point, senti le danger : sa première réaction après ce qui est une nouvelle victoire personnelle a été d'interpeller le chef de l'Etat pour demander un référendum dégagé des enjeux intérieurs. Pas bête, Hollande, mais un peu rêveur. Il va se gêner, le grand ! Une fois de plus, les socialistes vont voter Chirac. Plus même, ils se taperont le boulot de terrain, tandis que le président paradera à la télé, tandis que les vibrionnants Lang et Kouchner en rajouteront leurs tonnes habituelles. Billard à plusieurs bandes, ce sont les soces qui aideront Chirac à tenter de marginaliser le mini napoléon de l'UMP. Marginaliser Sarko est une bonne chose en soi, mais le faire pour le compte d'autrui, ça se discute, comme il se dit à la télé.*

*Pour notre part, nous estimons que la bataille du référendum peut être gagnée. De plus en plus nombreux sont nos concitoyens qui ouvrent les yeux sur l'impasse des politiques suivies depuis vingt ans et que l'Europe qu'on nous propose entend pérenniser. Nous l'avons déjà écrit, une autre Europe est possible, et souhaitable. Nous dirons non au traité pour dire oui à une Europe sociale, à une Europe qui soit autre chose qu'une copie (mauvaise en plus) des Etats-Unis, tout en prétendant les équilibrer.*

*Dans ce numéro, beaucoup de choses. **Gabriel Galice**, que nous accueillons de nouveau avec plaisir dans ces colonnes, et **Michel Cabirol**, contributeur régulier, reviennent sur les enjeux européens. **Fabrice Cohen**, secrétaire général de France Amérique Latine, nous rend compte des relations*

Europe-Amérique Latine depuis le Forum Social Européen de Londres. **Jacques Lombard** analyse la décentralisation ratée dans notre pays. **Guy Ratane-Dufour** attire notre attention sur les dangers de la privatisation d'Areva, qui n'a guère suscité de protestations à gauche, et pourtant... **Sarah Gambetta** nous explique pourquoi elle hait le téléthon. **Jean-Michel Hureau** pousse ses coups de gueule habituels. **Georges Michel**, alias le Professeur Zigounoff, nous livre quelques paradoxes. **João Silveirinho** nous donne des nouvelles de la gauche congelée (sauf du PS, voir plus haut) et de **La gauche !**. **Jacques-Robert Simon** nous propose rien moins que de la refonder, la gauche. **Emmanuel Dupuy**, toujours soucieux de parfaire notre culture, nous parle du livre de **Karim Fazelly** sur l'Afghanistan, et, culture toujours, **Jean-Michel Dodd** nous propose un petit poème, pour rire. Enfin, et c'est important, nous relayons bien volontiers l'appel d'un **Collectif de femmes algériennes** qui réclame pour leurs consoeurs égalité et dignité. Bonnes lectures !

## ❖ LA « CONSTITUTION » EUROPEENNE EST-ELLE APOLITIQUE ?

Par Gabriel Galice

La vie démocratique suppose un minimum d'accord sur les termes du débat et de respect pour l'interlocuteur, n'en déplaise à Michel Rocard qui «ne respecte pas les défenseurs du non qui se prétendent pro-européens» (sic).

Etre pour ou contre l'Europe n'est guère plus sensé qu'être pour ou contre la France. Nous y sommes et nous en sommes. Le degré d'Europhilie ou d'Européitude ne relève pas de la pure autoproclamation. Dans ce débat, il s'agit de savoir si l'on est pour ou contre CETTE constitution-là et pourquoi. La réponse doit se fonder sur le *texte*, éclairé par la *trajectoire* et le *contexte*. Le reste est affaire de foi, de conviction, d'évaluation. On doit se garder toutefois de confier son sort à la seule croyance.

Commençons par *le texte*. La constitution comporte des formule alambiquées qui résultent normalement de laborieux compromis entre forces politiques et sensibilités nationales. La question est de savoir où est le curseur et où il est en train d'aller.

Les articles 3 et 40 illustrent l'exercice d'équilibriste du constituant. Le cœur de l'équivoque de l'article 3 réside dans l'évocation d'une « économie sociale de marché hautement compétitive qui tend au progrès social. » On peut gloser longtemps sur l'économie sociale de marché. Et d'abord se demander s'il ne serait pas plus rigoureux et plus réaliste de parler de *capitalisme de marché*, comme le font Henri Kissinger ou Pascal

Lamy<sup>1</sup>. Dans le champ du langage commun, «capitalisme» et «marché» sont volontiers tenus pour équivalents. Pour l'économiste ou l'historien, l'équivalence ne va nullement de soi. Fernand Braudel les oppose. D'autant que l'appellation « économie sociale de marché », d'origine démocrate-chrétienne allemande, est aujourd'hui vidée de son contenu *social* par la dérégulation néo-libérale. En jouant sur les mots, on pourrait prétendre que le mot «économie de marché» laisse délibérément la place aux deux interprétations contradictoires : «le capitalisme de marché» et le «socialisme de marché». Est-ce plausible ? L'article 40 est du même tonneau : «la politique de l'Union (...) respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord et elle est compatible avec la politique de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre». Pourquoi les plus atlantistes ont-ils tenu à inscrire cette clause ? Ne posent-ils pas un verrou à toute avancée conséquente vers une réelle Europe de sécurité et de défense ? Ajoutons le maintien de l'existence d'une Banque Centrale Européenne «indépendante» (section II, art.III-79,4), c'est-à-dire échappant à tout contrôle démocratique sur un registre fleurant le «despotisme éclairé», selon la référence de Jean-Paul Fitoussi<sup>2</sup>.

*La trajectoire* remonte moins à «l'événement intellectuel inouï» (Michel Rocard) que constitue la percée doctrinale néo-libérale et monétariste de Milton Friedman et de ses «Chicago boys» qu'aux rapports des forces concrets mis en œuvre au début des années 1970. l'année1973 est une année décisive :

<sup>1</sup> Pascal Lamy, « Européanisons la mondialisation », *Le Monde*, 7 mai 2004.

<sup>2</sup> Jean-Paul Fitoussi, *La règle et le choix, De la souveraineté économique en Europe*, Paris, le Seuil, 2002, p.12.

entrée du Royaume-Uni dans le Marché Commun, guerre du Kippour et première crise pétrolière conduisant à de nouveaux réaménagements politiques, économiques, financiers et monétaires dont le flottement des monnaies, création de la Commission Trilatérale, putsch du Général Pinochet interrompant la tentative d'un socialisme démocratique sous la conduite du président chilien Salvador Allende pour lancer un prototype de politique économique ultra-libérale. Cette même année 1973, Michel Rocard co-signe un livre fort intelligent intitulé «Le Marché Commun contre l'Europe», sous-titré «L'Europe sera socialiste ou ne sera pas».

*Le contexte européen* éclaire le texte de la Constitution. Les plus libéraux et les plus atlantistes ont fait prévaloir leur préférence pour un président de la Commission européenne issu de la droite portugaise, en déclin dans son pays. Les chantages aux délocalisations dans l'Est de l'Europe sont l'occasion de nouveaux démantèlements des protections sociales et salariales. Pour couronner le tout, sur un plan symbolique, c'est Valéry Giscard d'Estaing qui présida aux travaux préparatoires à la Constitution. Comme si le « libéralisme avancé » chassé par la porte en 1981 revenait par la fenêtre européenne, cette fois sous la forme d'un néo-libéralisme foncièrement anti-social. Il est permis d'avoir foi en cette Europe-là, de la voir en rose contre vents et marées. Il est aussi permis d'être plus sceptique et de redouter qu'elle noie davantage encore les peuples européens dans le « marché » mondial.

*Auteur du livre Du Peuple-nation, essai sur le milieu national de peuples d'Europe, (Lyon, Mario Mella, 2002), Gabriel Galice est directeur de l'Institut International de Recherches sur la Paix à Genève (GIPRI). L'opinion ici exprimée n'engage que lui.*

## ❖ LE TRAITE CONSTITUTIONNEL EUROPÉEN ET LA GAUCHE

*Par Michel Cabirol*

La coopération entre les pays Européens a permis de grands succès : rétablir des relations cordiales entre les Etats et créer une zone de paix et de stabilité, renforcer la démocratie (au Sud d'abord, à l'Est ensuite), intégrer les pays d'Europe du Sud en permettant un fort développement économique, mettre en place des coopérations économiques réussies (Airbus, Ariane, la PAC, les fonds structurels, ...).

Malheureusement, depuis 10 ans, l'Europe patine :

La croissance économique est atone et la recherche Européenne décroche. Les grands projets d'infrastructures (plan Delors) ou de développement (stratégie de Lisbonne) ont été mis au placard. Cette situation entraîne une croissance de la précarité et des inégalités.

Le libéralisme trouve chaque jour de nouveaux champs à conquérir (services publics, santé, éducation, culture, ...). La Commission Européenne sert souvent de relais efficace à l'OMC lors de discussions internationales (AGCS par exemple) où la vision libérale Américaine prévaut. L'attitude de la Commission sur certains dossiers industriels (Schneider, Pechiney, Alstom, ...) a été ressentie négativement par beaucoup.

L'administration Européenne est donc de moins en moins bien perçue par les Européens qui la considère comme une bureaucratie tatillonne éloignée de leurs préoccupations quotidiennes. Le processus suivi lors de l'entrée des pays de l'Est reflète bien ce travers.

Enfin, la démocratie régresse : taux d'abstention élevés, développement des populismes surtout d'extrême-droite, laminage des partis petits ou moyens au profit d'un bipartisme n'offrant qu'une alternative réduite, ...

L'Europe est encore souvent considérée comme un grand dessein ou une grande idée (notamment chez certains jeunes) mais elle déçoit.

Une convention s'est donc réunie pour produire une « Constitution » transformée en « Traité Constitutionnel » censé redynamiser le processus Européen. D'un avis quasi-unanime (en dehors des libéraux convaincus), ce texte est décevant et manque de souffle !

Ceci n'est pas étonnant car il était aussi censé faire la synthèse des traités précédents (qui ont conduit aux problèmes actuels) : ce texte regarde donc « dans le rétroviseur ». De plus, le processus suivi ne pouvait qu'engendrer ce résultat : une convention cooptée entre « élites » à forte majorité libérale où tous les amendements un peu « sociaux » ont été édulcorés voire laminés ou rejetés (cf le sort de certains amendements sur les services publics). On obtient donc un texte essentiellement d'inspiration libérale qui grave dans le marbre

Européen ces principes puisque seule une révision à l'unanimité sera possible

Dès l'article 3 de la première partie, il est déclaré que l'Europe a mis en place « un marché où la concurrence est libre et non faussée ». Ensuite, l'indépendance de la BCE est rappelée avec comme objectif principal la stabilité des prix. De même, l'article 52-2 interdit toute véritable marge de manœuvre dans le budget Européen ni toute possibilité pour l'Union Européenne de s'endetter. Toute modification de ces principes devra être précédée d'un vote unanime des membres de l'UE.

Bien sûr, beaucoup de bonnes intentions sont listées quant au soutien de la BCE aux politiques économiques générales (si cela ne contredit pas l'objectif de stabilité des prix), quant au développement durable, au combat contre l'exclusion, au développement de la recherche ou à l'assurance d'un haut niveau de protection du consommateur, .... A chaque fois, les moyens permettant d'atteindre ces objectifs ne sont pas définis et restent, a priori, du ressort d'Etats prisonniers du pacte de stabilité.

Les services publics ne sont pas mentionnés comme garant d'un bon niveau social. Seuls des Services d'Intérêt Général (pâle déclinaison des services publics) sont proposés dans la partie III. L'essentiel du social reste du ressort des Etats : les dégâts causés par la politique libérale doivent être réparés à ce niveau et non par l'Europe.

Ce texte pose deux autres problèmes : il cherche à établir un cadre unique pour des pays aux besoins et aux niveaux de développement variés, et il rassemble dans un même document des points de niveaux très différents : valeurs et principes, équilibre des pouvoirs entre institutions, politiques détaillées, ... avec un mode de révision identique. Il serait notamment opportun de supprimer de ce Traité la partie III.

### **La gauche face au traité**

Une partie de la gauche Européenne affirme qu'il faut quand même voter ce texte pour éviter une crise catastrophique pour l'Europe et pour la place de la France en Europe. Une attitude diamétralement opposée est tout aussi cohérente : il est urgent de résister au libéralisme ambiant et le NON s'impose. De plus, ce Traité n'entrera en vigueur s'il est voté

que dans 5 ans (d'ici là, le Traité de Nice prévaudra) : est-il impératif de se précipiter ?

Le vote de ce Traité va probablement faire de l'Europe une zone de libre échange et rendre très difficile toute avancée ultérieure. Le refus de la France renforcera son image auprès des peuples Européens comme sa position lors de la guerre en Irak.

En effet, seule une opposition déterminée à ce texte permettra à la gauche européenne de renouer avec les couches populaire dont le sort s'est fortement aggravé depuis plusieurs années. Ceci donnerait un nouveau sens au futur projet de la gauche Française qui lui éviterait d'errer de catastrophes plus ou moins prévues (1993 et 2002) en divines surprises (1997 ou 2004), entre compassion et droits et devoirs républicains, .... La situation de la gauche dans de nombreux autres pays Européens n'est pas plus brillante.

Le refus du Traité permettra notamment de faire une pause pour se focaliser sur les tâches en cours (élargissement par exemple) et pour définir calmement de nouvelles ambitions et de nouveaux défis. Débattre du modèle de développement souhaité pour l'Europe ou de la place de l'Homme dans ce processus serait très utile et permettra d'affiner notre projet « d'Europe sociale ». Veut-on réduire globalement les inégalités entre membres et à l'intérieur des pays Européens ou bien veut-on mettre en concurrence différents systèmes sociaux en Europe (cf les analyses de Michel Aglietta) ? Le social peut-il être décidé seulement au niveau national ou est-ce un leurre dans un système ouvert et globalement libéral ? Un nouveau traité pourra alors être établi dans 2 ou 3 ans sur des bases plus saines.

### **Ne pas confondre refus du traité et refus de l'Europe**

Ce non n'est ni un repli sur soi boudeur voire passéiste ni une fuite en avant : certaines crises sont salutaires. Ce refus doit être accompagné d'un plan ambitieux pour l'Europe et cohérent avec les analyses des insuffisances actuelles de l'Europe: réduire les inégalités et recréer une société de solidarité notamment via des services publics de haut niveau accessibles à tous. Cette démarche implique aussi de proposer aux nouveaux entrants un choix autre que le libéralisme et le dumping social par un soutien

financier adapté (la situation actuelle détruit rapidement leur capital social et les oblige à devenir les sous-traitants à bas coût de l'industrie de l'Europe de l'Ouest). En effet, seule une Europe solidaire peut être efficace... mais seule une Europe efficace peut être solidaire. Il faut donc développer fortement l'éducation, la recherche, la coopération industrielle, la culture pour lutter efficacement contre le chômage.

Il est nécessaire de se redonner des marges de manœuvre au niveau financier (via à court terme un endettement de l'UE, une meilleure gestion des critères de Maastricht et une révision des statuts et objectifs de la BCE), d'améliorer la démocratie par une plus grande transparence (publicité des votes voire de débats au sein des organismes intergouvernementaux) mais aussi par une révision de l'équilibre des pouvoirs entre les différentes institutions.

Il s'agirait de donner plus de pouvoir au Parlement et au Conseil (institutions élues démocratiquement) et de limiter le rôle de la Commission à celui d'une administration au service du Conseil et du Parlement. On en reviendrait alors au fondement de la subsidiarité où les Etats choisiraient librement de mettre en commun (globalement ou via des coopérations renforcées dont le mécanisme serait simplifié par rapport aux propositions du Traité) certains sujets ou domaines sans se voir imposer des diktats de la Commission (parfois sous l'influence des divers lobbies qui gravitent autour d'elle). Jusqu'à présent, la Commission, censée défendre l'intérêt général et les « petits pays », s'est surtout comportée en Cheval de Troie du libéralisme.

Renforcer la capacité de défense de l'Europe permettra à la fois de moins dépendre de la technologie Américaine mais aussi de pouvoir intervenir de façon autonome si nécessaire. Ce point peut sembler simple mais il implique une remise en cause complète des doctrines militaires des principaux pays Européens.

Enfin, se pose le problème de la politique étrangère où les affrontements récents montrent l'intérêt d'une plus grande coopération mais aussi la nécessité pour la France de garder un minimum d'indépendance. Le rééquilibrage des relations transatlantiques, la définition d'un partenariat fort avec une Russie non stabilisée et

d'un projet de développement avec la rive Sud de la Méditerranée sont les principaux chantiers. Il est difficile d'imaginer une Europe à 25 les faire aboutir rapidement : la France devra jouer un rôle moteur et disposer de certaines marges de manœuvre.

### **Aurait-on tort d'avoir raison trop tôt ?**

Les partisans du rejet de ce texte peuvent se demander si « on a tort d'avoir raison trop tôt ». L'exemple de Maastricht est intéressant : les partisans du Non ont souvent dénoncé l'absurdité des critères de convergence. Celle-ci a été reconnue même par Monsieur Prodi 12 ans après et ils sont en train d'être amendés. Certains y voient un argument pour voter un texte qui serait médiocre mais dont certains aspects dangereux seraient gommés plus tard malgré la lourdeur du processus de révision. Cette attitude oublie un peu légèrement les difficultés économiques engendrées par le Traité de Maastricht dans les années 90 et les souffrances de millions de chômeurs qu'il a générés (alors que la création de millions d'emplois avait été promise par maints hommes politiques ou consultants). Il vaut donc mieux éliminer les problèmes dès le départ et éviter d'en créer de nouveaux.

De nombreux autres arguments sont parfois avancés (souverainistes, absence de l'existence d'un peuple européen, juridiques voire de principes) pour refuser ce Traité mais les arguments développés ci-dessus sont suffisants pour rejeter ce Traité. La crise qui suivra permettra de se reposer quelques questions fondamentales et d'élaborer un nouveau projet ambitieux qu'un plus grand nombre d'Européens pourra s'approprier.

### **❖ DE RETOUR DU FORUM SOCIAL EUROPEEN (LONDRES 2004) : L'EUROPE ET L'AMERIQUE LATINE**

*Par Fabien Cohen*

Les participants du Mouvement social européen, latino-américain et caribéen se sont donnés rendez-vous au FSE de Londres comme la résultante logique du plan d'action défini en mai 2004 à Guadalajara (Mexique) en contrepoint du sommet des chefs d'état et de gouvernements de l'union Européenne, d'Amérique latine et des Caraïbes et du Forum

Social des Amériques de Quito en Juillet 2004. Ces rendez-vous étaient l'occasion de poursuivre le travail engagé par plus de 5000 participants au FSE 2003 à Paris-Ivry sur les relations entre l'Europe et l'Amérique latine au travers notamment des accords globaux signés au Mexique et depuis, au Chili.

Il se situe dans un contexte politique international marqué par la Guerre d'Irak et la politique impérialiste et ultra-libérale de G.BUSH, une Europe qui cherche un positionnement lui permettant d'apparaître en Amérique latine comme une force politique et économique alternative aux américains alors que dans le même temps elle tente de faire approuver une constitution dès plus libérale. Ceci se produit au moment même où les peuples de plusieurs pays latino américain et caraïbéens se sont donnés ou cherchent à se donner de nouvelles formes de luttes et d'alternatives à gauche.

Avec le FSE 2004, nous avons voulu passer du constat et de la dénonciation à un plan d'action et une stratégie commune pour mutualiser nos luttes respectives.

Nos interventions se sont situés dans la cadre de la déclaration de Guadalajara, c'est-à-dire celles d'un mouvement social rassemblé tout à la fois contre la ZLEA, le Plan Puebla Panama et le Plan Colombie, comme sur les Traités de Libre-Commerce bilatéraux avec l'Union Européenne, à la veille de la ratification avec le MERCOSUR.

L'adoption du projet de constitution libérale européenne parce qu'il est bien ce modèle de "cohésion sociale" que l'UE prétend promouvoir en Amérique latine et les Caraïbes, nous donne la mesure du travail que nous, associations européennes avons à mener sur notre propre sol, pour nous même mais aussi pour une véritable solidarité internationale avec les peuples d'Amérique Latine et des Caraïbes.

Les différents intervenants aux séminaires ont montré par maintes exemples combien, l'idée selon laquelle l'Union européenne serait un partenaire plus bénéfique que les Etats Unis, tient plus de la mystification et de l'illusion que de la réalité de terrain.

En France, la remise en cause des acquis sociaux n'a jamais été aussi massive et aussi frontale que depuis ces dernières années,

La bataille menée en Amérique latine quand il s'agit d'EDF ou de France Télécoms, nous touche autant qu'en France. C'est ce que nous voulons dire quand nous parlons de mutualisation des luttes de part et d'autres de nos deux continents.

C'est pourquoi nous avons confirmé à Londres après Quito et Guadalajara, Ivry et Mumbai, que non seulement les propositions actuelles de l'Union Européenne ne représentent en aucune manière une alternative à l'ALCA, mais de plus elles sont intimement liées aux mesures économiques préconisées par le FMI, la Banque Mondiale, le BID et l'OMC.

D'une manière perverse, l'Union européenne utilise la politique de coopération comme instrument de pénétration de ses entreprises, tout en contribuant par ailleurs à une militarisation du continent par les accords de coopération en matière de sécurité sans aucun respect pour la propriété intellectuelle des peuples indigènes sur leurs connaissances ancestrales, les ressources naturelles et la biodiversité de l'Amérique latine et des Caraïbes ; mettant en place tout type de mécanisme qui permet le pillage de l'eau, l'exploitation de la terre, la pollution des bassins aquifères, l'extraction de minéraux et l'expropriation de zones vertes, avec les graves risques environnementaux inhérents.

C'est pourquoi en marge des séminaires officiels du FSE, une cinquantaine de personnes représentants des organisations latino-américaines et européennes ont répondu à l'appel lancé conjointement par l'Alliance Sociale Continentale, le Collectif Français Amérique Latine, Caraïbes (CAL) et le Transnationale Institut (TNI), pour donner un prolongement concret aux séminaires et débats organisés lors des FSE ou FSA.

Au travail qui historiquement a été développé par les mouvements sociaux et les organisations sociales des deux continents concernant la solidarité avec les luttes sociales latino-américaines (Chili, Cuba, Amérique Centrale, Chiapas, Venezuela), le problème de la militarisation de l'AL (Colombie, Equateur), la solidarité syndicale et paysanne, entre autres ; se sont ajoutés de nouvelles préoccupations : l'action des multinationales, les problèmes posés par les accords de libre échange, les relations de coopération et le dialogue politique,

et qui ont donné une nouvelle vigueur aux convergences sociales des deux continents.

Cette réunion de stratégie UE AL, a permis de poser l'opportunité de la création d'une coordination européenne d'Associations de solidarité Internationale (ASI) avec l'Amérique latine et la Caraïbe, et de fixer sa réunion constitutive le Vendredi 17 décembre 2004, de 9h à 17H, à Bruxelles, avec le soutien logistique du groupe de la gauche unie (GUE-NGL) et du groupe des Verts du Parlement Européen, tout deux représentés lors de cette réunion de stratégie à Londres.

En attendant, nous n'avons pas manqué de dénoncer à Londres la tenue à Biarritz (France), les 28 et 29 octobre dernier, d'une rencontre organisée par le Centre de Management Europe Amérique Latine (CMEAL) entre d'importantes personnalités des mondes politique, universitaire, et de l'entreprise privée.

Si ces rencontres du FSE par la qualité des Réseaux tissés au fil des ans, et malgré les difficultés rencontrées avec les organisateurs, ont été riches par la qualité et la densité des décisions prises, il nous reste à concrétiser dans les semaines et mois à venir les décisions prises ensemble et à nous revoir lors du FSM 2005 à Porto Alegre.

Pour autant, le schéma d'organisation actuel a atteint aujourd'hui ses limites. Dans le processus de préparation, trop de temps est pris par la construction des plénières et séminaires tendant à perdre de vue les actions communes concrètes à mettre en oeuvre. Les propositions alternatives issues des séminaires ont besoin de temps pour une appropriation par les forces du mouvement, ou même par une partie d'entre elles. La question des mobilisations n'apparaît pas être un point assez structurant. Au-delà il nous faudra réfléchir pour le prochain FSE qui se tiendra au printemps 2006 à Athènes, aux conditions d'une avancée du processus du FSE et du mouvement altermondialiste.

Une réunion européenne sur ce sujet aura lieu le 18 décembre à Paris.

*Fabien Cohen est secrétaire général de France-Amérique Latine.*

## ❖ LES HUMEURS DE JMH

*Par Jean-Michel Hureau*

### Hâtif

Dans un débat télévisé (Cultures et dépendances), où l'on parlait de religion, mon bien-aimé Luc Ferry a déclaré qu'en Algérie, on pouvait avoir quatre femmes. Si ce n'est pas faux en soi, l'exemple choisi est pour le moins malheureux car il laisse à penser que c'est une pratique courante. La loi permet en effet la polygamie mais elle ne concernait en 2000 qu'1,4% des hommes. D'ailleurs les conditions économiques difficiles, avec un taux de chômage de 28,6% en 2003, font que les jeunes algériens ont bien du mal à avoir une seule femme. Mais cette marginalité de la polygamie n'est pas nouvelle puisqu'en 1966, ce taux n'était déjà que de 2%. En fait, elle apparaît au yeux de la population algérienne comme une curiosité, pour ne pas dire un archaïsme. Alors Lucky, on se renseigne la prochaine fois ?

*Nota : Merci à mon ami Ahmed-Amine Dellaï pour les statistiques. Si le coeur vous en dit, il est l'auteur de deux ouvrages, « Chants de la Casbah » et « Paroles légères et paroles graves ».*

### Quel appétit !

À peine annoncée la confirmation d'un non-lieu, pour prescription, du couple Chirac dans l'affaire des « frais de bouche » à la Mairie de Paris entre 1987 et 1995, qui porte sur la bagatelle de 4000 francs de dépense quotidienne en moyenne, voilà que l'Assemblée vote les crédits de l'Élysée pour 2005 : 31,9 millions d'euros ! Soit 10 fois plus qu'en 1994 où ils s'élevaient à l'équivalent de 3,3 millions d'euros. Certes, en 1994, il y avait encore les « fonds spéciaux » supprimés en 2001. Mais quand même ! D'autant que de nombreuses charges incombent encore aux ministères. Le député PS de l'Aisne René Dosière a dénombré 714 personnes au service du couple présidentiel rémunérés par différents ministères, ce qui porte le budget réel de l'Élysée à 77 millions d'euros. C'est qu'elle a un solide appétit, Bernie ! Et qui c'est le couillon qui paye tout ça ? Ah, tiens, la réponse est contenue dans la question.

## **Colgate : les dents longues et la haine fraîche**

Reuben Mark, le PDG de Colgate, annonce un plan de restructuration sur 4 ans avec fermeture de 26 usines sur 78 et licenciements de 4400 salariés sur 37000. On attend donc, logiquement, la proclamation de mauvais résultats pour l'année en cours qui « justifieraient » ce plan. Mais non, pas du tout ! Le problème de Colgate est que les bénéfices n'ont pas progressé ce trimestre alors qu'ils s'élèvent déjà à plus d'un milliard de dollars, sur les 9 premiers mois, pour un chiffre d'affaires de 8 milliards, c'est à dire seulement 3,6% de hausse. Dans la même période, le rival Procter & Gamble a fait 24%. Le titre Colgate avait chuté à la Bourse, il fait un bond de plus de 8% en une séance. Commentaire d'un analyste financier : « Nous attendions cette annonce et nous y voyons un pas dans la bonne direction ». Les économies réalisées se montent à 300 millions de dollars et ne serviront pas à l'investissement productif, mais pour moitié à la publicité. L'autre moitié, l'histoire ne le dit pas. Peut-être une petite prime de fin d'année au valeureux PDG dont le salaire annuel dépasse les 140 millions de dollars ? En tout cas, s'il attend que les 4400 personnes qui vont avoir les crocs pleurent sur son sort, il peut toujours se brosser ! Lui, a sans doute les dents longues, mais eux, ils ont la haine fraîche !

## **❖ LA DECENTRALISATION MANQUEE**

*Par Jacques Lombard*

Depuis l'adoption des lois de décentralisation en Juillet dernier, il est évident que le Président Chirac et le gouvernement Raffarin ont décidés de ne pas donner aux Communautés de Communes, d'Agglomérations et Urbaines toute la place qu'elles occupent dans l'articulation territoriale nouvelle.

Et pourtant il y a lieu de s'interroger sur la complémentarité des divers niveaux et de préciser le rôle de l'intercommunalité qui couvre aujourd'hui les grandes agglomérations notamment. Ces dernières assurent un rôle économique majeur comme en témoigne les budgets et constituent un poids dominant dans la nouvelle organisation du territoire.

Mais à partir de la gigantesque réforme de l'Etat entreprise depuis plus de vingt ans et donc l'acte II constitue une étape importante Il

est paradoxal que la prise en compte institutionnel de l'intercommunalité n'est pas été envisagé, pas plus que la désignation des Conseillers Communautaires au suffrage universel direct.

Cette volonté de non reconnaissance se confirme par une menace de tutelle financière.

Avec le projet de suppression de la Taxe Professionnelle il y a lieu de s'interroger sur la remise en cause de l'autonomie intercommunale et pourrait même devenir l'expression d'un centralisme retrouvé par un contrôle résultant d'un mode de financement décidé sous l'autorité de l'Etat. Déjà des réductions budgétaires soulignent l'inquiétude de certains Etablissements Publics de Coopération Intercommunale qui ralentissent ou suppriment la programmation d'investissements. C'est le cas à Nantes avec la réduction des projets de tramway.

## **Recomposition et déréglementation**

Engagées depuis plus de trente ans, les profondes modifications intervenues font apparaître un chevauchement entre le schéma antérieur : commune, département, état et celui des nouvelles tendances issues de l'inspiration européenne et libérale : métropoles, régions et Europe. Les idéologues du mille feuilles ne sont parvenus à la clarification tant attendue faute d'avoir eu le courage d'aborder la question qui fâche : Y-a-t-il des collectivités en trop ?

La recomposition des territoires qui se décline actuellement instaure une déréglementation selon des conditions favorables aux lois du marché et au développement d'un néolibéralisme débridé. Ce qui fragilise les collectivités qui devront faire face à de nouveaux engagements en ne disposant pas des ressources correspondantes et qui percevront proportionnellement bientôt plus de subventions qu'elles ne perçoivent de fiscalité directe.

Le retour à un certain équilibre par la péréquation n'apparaît pas clairement avec un engagement formel d'égalité entre territoires et fait craindre une tendance à la concurrence exacerbée plutôt qu'à la solidarité pour des Régions sinistrés par la désindustrialisation et les délocalisations.

Nous sommes à l'aube d'une organisation totalement basée sur la suprématie économique et sur une aire spéculative sans limite. Cette

forme de financiarisation complète l'état antérieur du capitalisme et aménage le territoire selon un schéma répondant à ses besoins. Le processus de concentration urbaine et économique qui devient l'objectif clairement annoncé des métropoles est destiné à constituer le cœur des grandes régions de l'Europe marchande selon le vœu même des idéologues du fédéralisme aujourd'hui dotés d'un projet de constitution néo-libérale.

Quelles alternatives pour remettre l'homme au cœur du territoire ?

Si l'encadrement de l'économie à la manière collectiviste du siècle dernier a montré ses limites, la règle absolue du profit s'avère rapidement écrasante et inhumaine pour une grande partie de la l'humanité. Il est donc légitime de penser qu'un autre monde est possible qui puisse préserver durablement notre planète de l'exploitation inconsidérée des ressources et de la pollution avec les risques que l'on sait. D'autre part, aucun projet de société ne peut acter l'appauvrissement de l'humanité et l'enrichissement honteux de quelques milliers de familles. Il devient donc essentiel que des garanties sociales soient mises en place dans tous les pays et contrôler par des organisations internationales, de la même manière qu'il est indispensable de revoir complètement le mode de fonctionnement des organisations internationales. Malgré les progrès technologiques et l'augmentation des richesses peut-on admettre la pauvreté ?

Reposons nous la question récurrente de savoir quelle alternative nous voulons : l'homme doit-il être au service de l'économie ou doit-il être au cœur de la société ? Nos valeurs d'égalité et de solidarité ont encore un sens mais il nous reste à convaincre et à établir un nouveau rapport de force en France, en Europe et sur la planète. Du global au local, agissons !

## ❖ REFONDATION SOCIALISTE

*Par Jacques-Robert Simon*

Après les Néo-cons, les Néo-Socialistes : ceux-ci ont une raison incontournable d'approuver le traité constitutionnel : « *Y font comme tout le monde* ». Il serait souhaitable de les féliciter d'avoir enfin réussi à échapper à ces discussions stériles et d'ailleurs souvent marxisantes qui les caractérisaient. Pour promouvoir les activités en France, il serait utile d'éditer et bien entendu

de vendre un dictionnaire Néo-con/Néo socialiste. Par exemple : « Privatisation » deviendrait « Ouverture du capital », « Marché » serait remplacé par « investissement public non-étatique », « Défisicalisation » serait plus pédagogiquement exprimé par « Lutte contre le chômage grâce à un abaissement des charges grevant les revenus et biens patrimoniaux des foyers fiscaux intermédiaires lors de l'embauche de gens précarisés ». Certes, c'est un peu long, mais tellement plus moderne ! Les Néo-socialistes faisant la politique des Néo-conservateurs, il est plus prudent pour les Français de voter pour ces derniers : eux au moins ne font pas cela en amateurs.

Il reste des socialistes au Parti Socialiste : il serait raisonnable de leur demander de rejoindre une fédération des tous les partis de la gauche sincère et qui pourrait s'appeler « **Refondation Socialiste** ». C'est urgent.....

## ❖ NOUVELLES DE LA GAUCHE

### CONGEELEE

*Par João Silveirinho*

### MRC

Le MRC de Jean-Pierre Chevènement a tenu congrès. Un seul texte, c'est plus sur, et puis les « rénovateurs » susceptibles de faire un peu bouger la bête sont partis, découragés ou exclus, depuis deux ans. Ce sont donc les fidèles entre les fidèles qui se sont réunis. Du texte, on ne dira rien : il reprend les idées défendues en 2002, qui demeurent intéressantes. Mais aucun élément nouveau. Toujours le mouvement immobile. On s'attendait à un congrès paisible, ou morne, selon les points de vue. Il y eut quand même du schprountz. Georges Sarre pensait être le seul candidat à la direction du parti, le Che demeurant sur son petit nuage, et voilà-t-il pas que Catherine Coutard, active militante de Montélimar, se présenta aussi, n'appréciant apparemment pas, pêle-mêle, le principe de candidature unique (elle n'a pas tort), le parisianisme de la direction (mais comment faire autrement quand la moitié des effectifs sont dans le quart nord du pays ?) et le vidage de Jean-Luc Laurent (là, par contre, Catherine, tu te plantes grave), qu'elle a critiqué par ailleurs et là c'est mieux. Résultat, 70% pour Georges Sarre, donc 30% pour Cathie

Coutard, ce qui n'est pas mal. Voilà qui ne rajeunira pas l'image du MRC, qui n'ouvrira guère le débat interne mais qui a peut-être le mérite de remplacer une équipe décimée et inefficace par quelque chose de plus cohérent, rassemblant surtout des fidèles de Georges Sarre, ce qui n'encouragera pas vraiment la créativité. On verra bien.

## Verts

Vote national chez les Verts : pas de courant majoritaire, comme d'hab'. Un nouveau courant frôle les 20%. Vote sur l'Europe aussi, un peu à la sauvette. Voynet, Mamère, Cochet and co, partisans du oui, sont déçus avec 46%. Lemaire, Billard and band sont contents avec 31%, et ça nous fait 23% de normands. Congrès ensuite. Alors là, apothéose. Le samedi, une synthèse se fait sur un texte, et à 91% siouplait, mieux que Georges Sarre ! On dit parfois que la synthèse de congrès est à l'homo politicus ce que fut l'apparition du langage chez l'homo sapiens. L'apparition d'une synthèse, pour la première fois, chez les Verts était donc un événement internement considérable. Et le dimanche, patatras : pas fichu de désigner un(e) secrétaire national(e). Deuxième round en janvier. Ils auraient pu déjà fixer la date du troisième.

## ❖ NOUVELLES DE LA GAUCHE !

*Par João Silveirinho*

### Campagnes unitaires à venir

Dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris, un tract, et des affiches pour une réunion publique 42 rue Pouchet le 15 décembre à 20h. Si vous passez par là ce jour là, bienvenue. C'est au métro Brochant. Avec Clémentine Autain (Alternative Citoyenne), Jean-Luc Gonneau (Cactus-**La Gauche** !/CNGR), et des représentants du PCF, de la LCR, de PRS, du MRC et peut-être même du PT. Qui ira dire qu'on est sectaires dans le 17<sup>e</sup> ?

### Assemblée Générale

L'assemblée générale du Cactus Republicain / **La gauche** ! a eu lieu le 16 novembre. Décisions : on continue la Banquise, on fera même des numéros hors série thématiques (premier paru : la Côte d'Ivoire), et on a flagellé Frachet pour qu'il se magne de

rouvrir notre site. Décision politique, mais qui n'étonnera personne : on continue avec PRS pour plusieurs d'entre nous, avec la CNGR pour d'autres qui sont parfois les mêmes, avec Alternative Citoyenne pour ceux que ça branche, et même avec le MRC pour quelques romantiques nostalgiques.

## ❖ JE HAIS LE TELETHON !

*Par Sarah Gambetta*

Comme le Père-Noël revient chaque année, le Téléthon aussi. Et pendant des heures, France2 va essayer de nous faire pleurer sur le sort de pauvres mômes, dans le dessein de nous faire sortir notre chéquier. Je hais le Téléthon !!! D'autant plus que je suis atteinte d'une maladie orpheline depuis la naissance. Et que j'ai semé mon dossier médical dans beaucoup d'hôpitaux. Le Téléthon est un cache-misère bien utile aux divers gouvernements qui se sont succédé. Puisque les Français donnent de leur temps et de leur argent, les gouvernements se sont désinvestis de la Recherche et ils ont laissé l'Hôpital Public s'appauvrir et se déshumaniser. Pendant plusieurs heures, le Téléthon vous montre une société où « tout le monde, il est beau et tout le monde, il est gentil », avec des médecins qui sourient et des parents « très dignes ». Un sacré décalage avec la réalité.

Souvent en tant que malade ou parent, vous vous heurtez à l'orgueil du corps médical, c'est-à-dire à une absence totale de sens de l'Humain. Vous avez le grand patron, spécialiste d'un service de pointe d'un hôpital francilien qui vous prendra vous ou votre enfant pour un cobaye : biopsie, prise de sang... Et après, le « grand professeur » devient muet. Ou bien, c'est l'ignorance volontaire : le médecin ne se pose pas de question, il ne vous écoute pas, il a fait son diagnostic et ne comptez pas sur lui pour se remettre en cause. Et en cas d'erreur, parfois mortelle, vous vous trouvez face à une solidarité très forte entre médecins, même s'ils ne peuvent pas se voir.

Se soigner est un combat !!! Le Téléthon n'expliquera pas pourquoi la Sécurité Sociale vous refuse « la prise en charge » à 100% de vos soins et dépenses annexes ; et pourquoi, si vous refusez le placement dans un établissement spécialisé de votre enfant, elle vous enlèvera le classement en affection de

longue durée. Boycoter le Téléthon serait un acte citoyen !!!

Ce n'est pas de spectacle que les malades et leur famille ont besoin : c'est d'une véritable politique de santé publique nationale. Toute famille peut être atteinte d'une maladie orpheline, mais elle ne trouvera pas forcément de structures médicales proches de chez elle pour diagnostiquer et suivre le malade.

### ❖ **CHRONIQUE CHRONIQUEUSE GENIALE DU PR. ZIGOUNOFF : KAFKAÏEN !**

*Par Georges Michel*

Des élections à grand spectacle suffisent-elles à faire oublier certains autres aspects d'une société dans laquelle la réalité se ferait un devoir de toujours dépasser la fiction, tout comme la nature qui n'en finit pas d'imiter l'art ? L'hebdomadaire britannique NewScientist du 10/7/2004 rapporte ce qui suit : le porte-parole de l'US Navy au centre de détention de Guantanamo Bay à Cuba est le lieutenant Mike Kafka.

Médiera-t-on encore sans pitié de la subtilité du militaire qui n'a pas hésité à nommer M. Kafka pour répondre aux questions (que beaucoup n'hésitent pas à se poser) à propos d'une prison dans laquelle les supposés criminels ne sont qu'assez vaguement accusés, n'ont pas accès à leurs avocats, et d'où selon toute probabilité ils n'ont aucune chance de sortir.

Je sais bien qu'il s'agit d'une pure coïncidence, n'est-ce pas ? Le seul problème, c'est que nous en avons assez de ces coïncidences grâce auxquelles l'exercice de la démocratie est constamment bafoué. On défénestre (un retour d'histoire) le magyar ami des lobbies de l'énergie Kovács Laszló, on récuse le saint professeur de danse et de maintien politiquement incorrects Rocco Buttiglione, mais pendant que les eurosocialistes se félicitent d'avoir transformé, pensent-ils, "...un droit formel en pouvoir politique", est-on bien certain que dans la commission Barroso 2e mouture le rapport des forces sera tellement différent de ce qu'il était dans la première mouture ? N'est-ce pas là le problème lorsqu'on substitue trop facilement les opinions de "personnalités" aux analyses de situations autrement plus complexes que la représentation qu'en donnent les médias. Se goberger ou conduire, faut choisir. Nous le faisons, chez

CNGR, et nous invitons tous ceux qui sont d'accord avec nous à le faire. Et à le dire.

### ❖ **AREVA, TOUT LE MONDE S'EN FOUT**

*Par Guy Ratane-Dufour*

AREVA ! Ces cinq lettres ne disent pas grand-chose aux citoyens lambdas et pourtant le numéro un du nucléaire dans le monde vient de se voir attribuer le droit d'être coté en bourse, avec l'aide bienveillante du chouchou des Français (Nicolas Sarkozy). Celui sur qui l'on ne tarit pas d'éloges, ce champion de la manipulation des chiffres de l'insécurité, ce Zidane de l'économie prépare son lit ultra-libéral.

Après avoir transformé EDF en simple société anonyme et en attendant de pouvoir parachever sa privatisation dans la foulée d'une victoire aux présidentielles, notre Bush Pays met sur le marché mondial des actions d'une des technologies la plus pointue et la plus dangereuse. Tout ceci se fait dans l'indifférence générale, cela vous donne des envies de devenir Gaullistes, de se prosterner sur la tombe du général à Colombey les deux Eglises, « Esprit es tu là ? Reviens, ils sont devenus fous ! »

Personne n'ose imaginer un instant l'impact qu'aurait une OPA sur AREVA fomentée par des oligarques Russes ou des Emirs du pétrole saoudien ! La boîte de pandore ultra-libérale est définitivement ouverte, imaginons le scénario le plus noir où l'industrie nucléaire française se voit dirigée depuis Moscou ou Houston par des multinationales. Imaginons que les bénéficiaires des fonds de pensions américains insatisfaits du rendement de leurs actions obligent le conseil d'administration d'AREVA à dégraisser et à mégoter sur la sécurité, comme c'est le cas pour les chemins de fer Britanniques, sauf que là il s'agit de nucléaire.

Cette mesure est passée en douceur et sans aucune contestation, les Socialistes ferment les yeux et manifestent dans la Creuse, Bayrou n'en finit pas de nous exécuter sa danse du ventre « un coup j'y suis un coup j'y suis pas » quant aux Verts ils se roulent dans le social libéralisme, depuis que leur grand gourou (Dany l'ex rouge) s'est pris d'amitiés avec Sarkozy et que bras dessus bras dessous ils vont ensemble appeler à voter oui au projet de constitution Européenne.

Ne doutons pas, on prépare le terrain de la privatisation de l'énergie, de la santé, de l'éducation et de la culture. Pour couronner le tout ils vont nous exhorter à voter oui à leur constitution dévoyée et bricolée. Demain ceux qui auront choisi le camp du oui « ne vous en déplaise » représenteront le libéralisme et transformeront l'Europe en vaste zone de libre échange sans aucune alternative, plongeant ce continent dans l'obscurantisme et dans une société n'ayant pour valeur que l'argent.

Quel sera le prochain épisode de cette saga Sarkozyenne ? Il ne faut pas réfléchir longtemps pour le comprendre, il suffit de regarder les allers retours de Nicolas Zidane auprès de ses amis ultra-libéraux d'outre Atlantique. Le nouveau cri de Sarkozy est dans toutes les bonnes librairies, Haro sur la Laïcité. Hé oui, il veut réformer la loi de 1905 sur la séparation de l'église et de l'état. Le Pape en a rêvé, Sarkozy veut le réaliser. Libérons, libérons, sœur Anne ne vois tu rien venir ?

Ce que nous voyons poindre c'est un Homme décidé à préparer le terrain pour en 2007 transformer l'essai et brader la France aux mafieux capitalistes internationaux. Il est grand temps que les radicaux et les républicains s'inquiètent et se retrouvent pour s'opposer à ce démantèlement des idéaux républicains qui ont pour valeurs liberté, égalité, fraternité. On a assassiné Jaurès, Nicolas Sarkozy étouffe sa mémoire.

*Guy Ratane-Dufour est Secrétaire Général du Mouvement de la Gauche Ecologiste Réunionnaise*

## ❖ NOTE DE LECTURE : KACEM FAZELLY PARLE DE L'AFGHANISTAN

*Par Emmanuel Dupuy*

Une élection peut souvent en cacher une autre. C'est le cas de la proximité sans doute moins fortuite qu'il n'y paraît entre les élections présidentielles du 4 novembre aux Etats-Unis et du 9 octobre en Afghanistan. Chacun sait que l'élection d'Hamed Karzaï à Kaboul s'inscrivait en filigrane dans la campagne électorale que menait George W. Bush à Washington. Les résultats officiels sont d'ailleurs annoncés le même jour dans les deux capitales.

Le rêve démocratique et l'accès à la souveraineté nationale auxquels aspiraient les Afghans depuis la chute des talibans doivent désormais être jugés à l'aune de cet événement.

C'est à ce lancinant chemin vers l'Etat de droit, ses illusions et ses impasses que nous invite Kacem Fazelly, proche de l'ancien roi, Mohammad Zaher Chah et ministre conseiller chargé de la loi, au sein du gouvernement de transition de Hamed Karzaï, avant de démissionner pour s'opposer au retour insidieux de l'islamisme radical, qui se trouve désormais en parfaite harmonie avec la direction autocratique de la présidence.

En témoin averti, le professeur Fazelly « analyse avec grande finesse et déplore, en détail, les maladroites fatales, dénonce les mauvais choix, nous avertit des déceptions qui s'accumulent dans Kaboul et son arrière-pays avec la remontée des rancoeurs intégristes, après l'immense espoir soulevé en décembre 2001 », dit Michael Barry, qui a préfacé l'ouvrage.

En effet, l'attachement à la démocratie et à l'Etat de droit guide les propos de ce juriste afghan, qui, ayant fui en 1980 son pays envahi par l'armée rouge, se met à enseigner l'islam politique dans les universités Paris I et Paris V.

La chute du régime des talibans à la fin de l'année 2001 semble ouvrir une période de reconstruction à laquelle Kacem Fazelly répond avec enthousiasme à la demande du président afghan, la constitution parlementaire de 1964 étant reconnue par les accords de Bonn comme base de la nouvelle orientation politique du pays.

Le dur retour à la réalité géopolitique qui voit l'Afghanistan succomber à la gouvernance internationale, expose ce pays à une triple menace : la survivance des moudjahidines, le retour des talibans et - phénomène inattendu -, l'émergence du fondamentalisme des oulémas, promu par l'Autorité de transition elle-même, largement soutenue par les Etats-Unis.

L'auteur, attribue cet ancrage de l'islamisme radical à une gestion défailante du pouvoir et surtout à l'absence de distinction, dans le processus de Bonn, entre les efforts légitimant des institutions étatiques responsables et le déclenchement, au même moment, de luttes intestines pour le contrôle du pouvoir. Une attitude qui nuit gravement à la cohésion du groupe dirigeant et incite le repli identitaire et ethnique.

Y a-t-il là une fatalité pour cet Etat empêché de conduire à terme, les rares expériences

démocratiques qui s'offrent à lui ? Hypothèse d'autant plus douloureuses que la démocratie se présente comme la seule alternative capable de résorber à la fois les divergences ethniques et réduire l'écart qui sépare l'Afghanistan de l'Occident dont le sort est de plus en plus intimement lié aux fléaux contre lesquels la société internationale est mobilisée : le terrorisme international et la culture et le commerce des stupéfiants.

A travers son vécu au cœur des efforts de paix, notamment depuis juin 1999, l'auteur livre, arguments en main, ses commentaires autorisés qui ont accompagné l'élaboration d'une constitution à forte connotation religieuse, qui sous couvert d'un régime hybride qualifié de « République islamique d'Afghanistan », fait du système de la Charia, la base de la législation, sans se soucier que le choix ainsi fait replace les fondamentalistes au centre de la vie politique afghane.

**Kacem FAZELLY, L'Afghanistan - du provisoire au transitoire - quelles perspectives ?, Paris, éditions Langues et mondes, l'Asiathèque, 252 pages, 20 euros.**

## ❖ APPEL DES FEMMES ALGERIENNES

Nous, femmes algériennes, nous adressons à Monsieur le Président de la République et à Monsieur le Ministre de l'intérieur pour demander notre régularisation. En effet nos demandes d'asile ont été refusées, et nous sommes sans papiers. Nous demandons à nouveau aux autorités françaises de reconnaître notre droit au séjour en tant que femmes persécutées.

Nous vous appelons à vous joindre à cet appel si vous êtes vous aussi une femme algérienne déboutée de sa demande d'asile.

Nous appelons toutes les personnes en accord avec notre appel à signer un message de soutien.

Nous voulons informer la presse de notre situation et de notre revendication

*Vous trouverez notre lettre à Monsieur le Président de la République et à Monsieur le Ministre de l'intérieur, ainsi que la lettre de soutien écrite par des associations de femmes à l'adresse suivante :*

*<http://maisondesfemmes.free.fr/rajfire/actions/algerienne.s.htm> . Collectif des femmes algériennes, c/o Maison des femmes, 163 rue de Charenton 75012. Courrier électronique : [rajfire@wanadoo.fr](mailto:rajfire@wanadoo.fr)*

## ❖ COURRIER DES LECTEURS

*On a reçu ça, qui nous a fait bien plaisir :*

Tropicalisons la Gauche ! Quelle belle exhortation ! Donc, malgré les affirmations d'une bande d'affairistes opportunistes (qui ont largement profité de cette Gauche qu'ils renient aujourd'hui, parce qu'ils croient qu'elle va disparaître), il y a encore des esprits, en France, pour croire à la Gauche.

Merci, car je pense que, autant qu'autrefois, la notion de dualisme existe aujourd'hui: une droite pour les rares nantis et une gauche pour le peuple désireux de justice sociale. La droite de la croyance à l'Ego, seule chose importante dans la vie (qui va d'ailleurs se perpétuer, selon leur superstition) dans un au-delà réservé à quelques élus. La gauche, qui estime que la liberté et le bonheur de l'individu passent d'abord par ceux de la collectivité. La droite est pour une vague solidarité entre élus (à éliminer si possible). La gauche est pour une solidarité sans limites. Les opportunistes ont quitté la gauche.

Il reste une sensation de froid qu'il faut faire disparaître au plus vite ! C'est pourquoi j'adhère à fond à votre invitation : réchauffons, tropicalisons la gauche ! Mais, je vous en prie, que votre titre général ne reste qu'une image. La planète a besoin de la banquise.

*Carol Deby*

## ❖ CULTURE/POESIE : QUE SONT LES CHEVENEMENTISTES DEVENUS

*Par François Fuyons, alias Jean-Michel Dodd*

*Aidé par François Villon, l'ami Dodd a concocté un petit poème mirlitonnesque. Amis des Arts comme on est, voilà le travail :*

L'automne de l'an de grâce dix sous J.C déjà...  
Bien entamé ; les frais de Bush tuent en Irak...  
Bien abîmé ; les frais de bouche des Chirac...  
Encore augmentés. Les impôts et taxes déjà...  
...Avons payé cette fin d'année. Et il attend :  
Alors que l'avenir de la France menacé  
Par méchante Europe anti-sociale dépecée...

Mais qu'est devenu le Chevènement d'antan ?

Sieurs Michel, Carassus, Gonneau, Henry, Bonté, Pin, Halphen et bien d'autres, ailleurs s'en sont allés

Dames Mlaty, Le Béguec en ont fait de même  
Quelques fidèles restent au Conseil et prônent la  
haine  
Contre les «renégats» qui autre chose essaient.  
Pourtant depuis 2002 des ex-M.D.C  
Voulaient redresser haut, la gauche républicaine

Mais où sont passés les Chevènementistes  
d'antan?

Bien loin le temps où nous allions tous de  
l'avant  
Jusqu'en 2002 où arriva ce qu'on sait  
Alors que vieux caciques ayant de l'entregent  
Mènent politique à la petite semaine,  
De nombreux anciens militants du MRC  
Voudraient défendre les idées de gauche  
républicaines  
Le référendum sur l'Europe réveillera-  
T'il le vieux lion ? L'avenir proche nous le dira

Mais où est donc passé Jean-Pierre  
Chevènement ?

#### ❖ PETITES ANNONCES CLASSEES

**Réchauffer la Banque** recrute toujours  
des journalistes intervieweurs/euses, grand(e)s  
et petit(e)s reporters, designers, dessinateurs...  
Pas trop sérieux ne pas s'abstenir. Aucune  
rémunération n'est envisagée à première vue, ni  
à deuxième. A perte de vue, on verra.

#### ❖ SI RECHAUFFER LA BANQUISE VOUS INTERESSE...

*Il y a plusieurs façons de contribuer à faire  
vivre ce bulletin, le futur site internet et nos  
idées. Si l'envie vous en prend, merci de nous  
renvoyer cette feuille à l'adresse indiquée dans  
l'ours, ou de nous écrire un p'tit courriel*

Je souhaite continuer à recevoir  
**Réchauffer la Banque**

Je souhaite aider à diffuser **Réchauffer la  
banquise**

J'adhère à l'association **CACTUS**,  
éditrice de réchauffer la banque et vous  
joins un chèque de 15 euros à l'ordre de  
**CACTUS REPUBLICAIN**

Je suis disposé(e) à collaborer à  
**Réchauffer la banque**

Je souhaite recevoir les numéros précédents  
Nom : Prénom :

Adresse :  
Ville : CP :  
Téléphone :  
Courriel :

#### ***Réchauffer la banque***

**Publication** : Jean-Luc Gonneau **Rédaction** : Joao  
Silveirinho **Éditorialiste** : Sylvain Ethiré **Conception** :  
Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, Jean-  
Michel Hureau **Grande Reportère** : Florence Bray.  
**Dessins** : Michel Hulin.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - J.L.  
Gonneau - 3, avenue Vélasquez 75008 Paris

**Courriel** : jean-luc.gonneau@wanadoo.fr

**Internet** : <http://www.cactus-republicain.org>

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits,  
électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus  
ni échangés. On vous aura prévenus.*

*Si vous ne souhaitez plus recevoir **Réchauffer la  
Banquise**, ce qui serait dommage, un p'tit courriel ou  
courrier, et hop, sitôt dit sitôt fait.*

*Elles/ils écrivent pour La Banquise : Anne Alize, Elie Arié, Rémi Aufrère, Clémentine Autain, Gilles Bachelier, André Bellon, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Jean-Philippe Brunet, Michel Cabirol, Philippe Callois, François de la Chevalerie, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Fabienne Courvoisier, Jacques Decaux, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Jean-Michel Dodd, Emmanuel Dupuy, Jean-Claude Fiemeyer, Gabriel Galice, Séverine Gille, Vincent Guillot, Eric Halphen, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Dominique Lacout, Nathalie Laillet, Diane Le Béguec Alain Le Dosseur, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, Jacques Lombard, Loulou, François Lucas, Georges Michel, Fatiha Mlati, Eric Mouron, Michel Naudy, Vincent Ortega, Jean-René Peltier, Michel Pillier, Michel Portal, Guy Ratane-Dufour, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues da Silva, Emmanuel Saussier, Jacques-Robert Simon, Patrick Trannoy, Louie Wyler, Olivia Zemor...*

*Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise : Géraldine Biaux, Claude Boucher, Camille Cabral, Jean-Claude Fiemeyer, Jean-Luc Gonneau, Eric Halphen, Pierre Henry, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Fatiha Mlati, Temir Porrás, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias...*

**Attention ! notre site**

**<http://www.cactus-republicain.org>**

**est en travaux. Un nouveau site tout neuf  
tout beau bientôt !**